

Séance publique du jeudi 2 octobre 2014

Convoqué le 26 septembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 2 octobre 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Délibération de principe

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil Municipal a programmé la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial, dans le quartier Ovalie.

En date du 7 février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public. Le recours à la délégation de service public pour la gestion de la crèche Joséphine Baker a été une solution permettant en effet d'offrir des places d'accueil aux familles de ce quartier en pleine croissance démographique, tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité. A l'issue de la procédure de désignation du futur délégataire, le Conseil Municipal a confié par convention le 26 mars 2012 la gestion de la crèche Joséphine Baker à la Mutualité Française de l'Hérault pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2012.

Cette convention de délégation de service public arrivant à son terme le 31 août 2015, il a été engagé une nouvelle réflexion sur le choix du mode de gestion à adopter à partir du 1^{er} septembre 2015.

En s'appuyant sur l'expérience récente de gestion déléguée de la crèche Joséphine Baker, ces deux années de délégation ont mis en évidence les avantages suivants :

- Réponse à un besoin d'accueil important sur ce quartier sans la contrainte liée au recrutement du personnel qualifié souvent très difficile à trouver sur le territoire.
- Intérêt économique : les exigences règlementaires imposées par la CAF et la Direction de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé (DPMIS) génèrent des coûts en constante augmentation : fourniture des repas et des couches, réalisation des contrôles de sécurité et sanitaires obligatoires (sécurité incendie, analyse de la qualité nutritionnelle, de l'air ...) qui se répercutent sur les 32 établissements d'accueil que gère déjà en direct la Ville.

Par une approche contractuelle, analyse et négociation en début de convention, le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise des coûts (participation de la Ville assise sur la fréquentation horaire des enfants dont le montant est déterminé sur toute la durée de la convention).

- Echanges et retour d'expériences entre une structure spécialisée et la coordination « Petite Enfance » de la Ville : des échanges réguliers sur les différentes pratiques telles que l'accueil des enfants, les relations avec les familles ou encore le partage des projets pédagogiques, ont pu être mis en place pour établir une égalité de traitement des enfants dans tous les établissements de la ville.

Compte tenu de ces avantages, il est proposé de renouveler la gestion en Délégation de Service Public pour cette crèche.

Conformément à l'article L1411-4 du C.G.C.T, la Commission Consultative des Services Publics Locaux a été consultée le 18 juillet 2014 sur ce projet de gestion déléguée ainsi que le Comité Technique Paritaire, le 2 octobre 2014.

Le Conseil Municipal, aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe du renouvellement de cette délégation, dont les grandes lignes sont définies ci-après et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

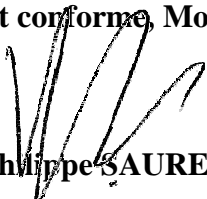
- Le service sera exploité par voie d'affermage, avec un contrat conclu pour une durée de 6 ans, à compter du 1^{er} septembre 2015.
- Le délégataire versera à la Ville une redevance pour le loyer correspondant aux locaux qu'elle met à sa disposition. Le délégataire assurera l'entretien et la maintenance des locaux et des équipements ainsi mis à sa disposition, dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité.
- Le délégataire gèrera la mission de service public qui lui sera confiée sous sa responsabilité et à ses risques et périls. Il assurera la responsabilité de la relation avec les usagers, dans les conditions prévues au cahier des charges et rendra compte de sa gestion à la collectivité conformément à la loi (art L 1411-3 du CGCT).
- En contrepartie, il percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation : participations des familles calculées selon la tarification prévue par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, la Prestation de Service Unique de la CAF, la participation de la Ville telle que définie dans la convention (dont le montant sera déterminé lors de la négociation du futur contrat).
- La Ville conserve le contrôle du service et, conformément aux dispositions légales, pourra mettre fin à la délégation de manière unilatérale en cas de faute grave du délégataire ou pour motif d'intérêt général sous réserve d'indemnité.

En conséquence, vu les avis de la Commission Consultative des Services publics Locaux et du Comité Technique Paritaire, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public ;
- D'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- De décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation du futur exploitant de la crèche Joséphine Baker ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 03 octobre 2014